



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Règlement de la consultation

Maîtrise d'ouvrage

Ministère des Armées

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Brest

Maîtrise d'œuvre

ESID de Brest - Division Maritime, Portuaire et Industrielle (MPI)

Objet du marché

Consultation n°8077

Base Navale de Brest – Carénage du bateau porte n°3 : Travaux

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	3
1 DESCRIPTION DE LA CONSULTATION.....	4
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 OBJET DU PRESENT DOCUMENT	4
1.3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 PROCEDURE RETENUE	5
2.2 CATEGORIE DE MARCHE.....	5
2.3 ALLOTISSEMENT	5
2.4 CODE CPV	5
2.5 FORME DU MARCHE.....	5
2.6 DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DU PRIX	5
2.7 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.8 PRIME	6
2.9 PROTECTION DU SECRET.....	6
2.10 DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE.....	6
2.11 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX.....	6
2.12 CONDITIONS CONTRACTUELLES	6
2.13 CCAG APPLICABLE	6
2.14 VARIANTES	6
2.15 GROUPEMENT D'ENTREPRISES (COTRAITANCE)	7
2.16 SOUS-TRAITANCE	7
2.17 VISITE DES LIEUX	7
2.18 ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE	7
2.19 ACTION D'INSERTION PAR LA FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DES JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE	7
2.20 CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE	8
2.21 CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE).....	8
3 MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
3.1 RECEVABILITE ADMINISTRATIVE	9
3.2 APPRECIATION DES CANDIDATURES	9
3.3 APPRECIATION DES OFFRES.....	10
3.3.1 Critères éliminatoires	10
3.3.2 Critères de sélection des offres - Pondération.....	10
3.3.3 Méthodologie d'attribution des notes.....	11
3.4 RECTIFICATION DE LA DECOMPOSITION DE PRIX	12
3.5 CLASSEMENT DES OFFRES.....	12
3.6 NEGOCIATION DES OFFRES	12
3.7 ATTRIBUTION DES OFFRES	12
4 CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES	14
4.1 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	14
4.1.1. Candidature simplifiée.....	15
4.1.2. Candidature sous forme de DUME.....	15
4.1.3. Documents justificatifs et autres moyens de preuve.....	15
4.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE.....	16
4.2.1 Projet de marché :	16
5.2.2 Autres pièces constitutives de l'offre :	17

5	MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	18
5.1	DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	18
5.2	ECHANGES DURANT LA PROCEDURE	18
5.3	MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION	18
5.5	MODALITE DE REMISE DES PLIS.....	19
5.6	COPIE DE SAUVEGARDE	20
5.7	ANTIVIRUS	21
	ANNEXES.....	21

ABREVIATIONS

Abréviation	Signification
AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG Travaux	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
EPF	État des Prix Forfaitaires
ESID	Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense
JOUE	Journal Officiel de l'Union Européenne
MINARM	Ministère des Armées
PLACE	PLate-forme des AChats de l'État
SID	Service d'Infrastructure de la Défense

1 DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet les travaux de carénage du bateau porte n°3 de la Base Navale de Brest.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document définit :

- Les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- La présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- Les modalités de remise des plis ;
- Les hypothèses à prendre en compte pour l'établissement des offres ;
- Les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

1.3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est constitué :

- Du présent Règlement de la Consultation et ses annexes ;
- De l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Du Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par l'acheteur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 PROCEDURE RETENUE

La procédure retenue pour la présente consultation est la procédure adaptée ouverte consacrée par les [articles R. 2323-1 à R. 2323-4 du Code de la commande publique](#).

Le présent marché a fait l'objet d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié :

- Au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) ;
- Sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse :

www.marches-publics.gouv.fr

2.2 CATEGORIE DE MARCHE

Le présent marché est un marché de Travaux.

2.3 ALLOTISSEMENT

Les prestations font l'objet d'un marché unique.

2.4 CODE CPV

Code CPV	45259000-7 : Réparation et entretien d'équipements
----------	--

2.5 FORME DU MARCHE

Le présent marché est un marché ordinaire.

2.6 DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DU PRIX

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis dans le CCAP.

2.7 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité de l'offre du candidat est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Toutefois, si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur s'est réservé le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, et qu'il en a fait usage, c'est la date limite de remise de ces dernières qui sera prise en compte.

2.8 PRIME

Le candidat consulté, ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de son offre.

2.9 PROTECTION DU SECRET

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de contrat non protégé.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de l'article "protection du secret" du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2.10 DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Le(s) délai(s) de livraison/d'exécution est (sont) défini(s) dans l'Acte d'Engagement.

2.11 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX

Base Navale de Brest (29) – Bassin n°2.

2.12 CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les conditions contractuelles applicables au marché et les clauses juridiques sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) cité au [paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

Les prestations et les fournitures du marché sont définies dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cités [au paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

2.13 CCAG APPLICABLE

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable pour l'exécution du marché est le [CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021](#).

2.14 VARIANTES

Les variantes sont interdites.

2.15 GROUPEMENT D'ENTREPRISES (COTRAITANCE)

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de soumissionnaire individuel.

2.16 SOUS-TRAITANCE

Dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance). Tout sous-traitant est soumis à l'acceptation de l'acheteur qui peut rejeter une demande de sous-traitance dans les cas prévus aux [articles R. 2393-21 à R. 2393-22 du code de la commande publique](#).

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue aux [articles R. 2393-25 à R. 2393-32 du code de la commande publique](#) (ou en signant le DC4, rubrique k).

Il est rappelé que dans certaines conditions prévues [aux articles R. 2393-33 à R. 2393-39 du code de la commande publique](#), le sous-traitant sera admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

2.17 VISITE DES LIEUX

La visite des lieux est obligatoire. L'attention du candidat est attirée sur l'obligation qui lui est faite de fournir à l'appui de son offre un certificat de visite des lieux dûment signé par le représentant de la personne publique.

La fourniture du certificat de visite ([annexe n°2](#)) conditionnera la recevabilité de l'offre.

Le créneau des visites débutera à compter de la date de réception du Dossier de Consultation des Entreprises par le candidat sur la PLACE, la date de l'accusé de réception faisant foi, et se terminera cinq (5) jours ouvrés avant la date limite de remise de l'offre.

Le candidat enverra un courriel à l'adresse suivante afin de prendre rendez-vous pour la visite : esid-brest-inv.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr

En indiquant dans l'objet du courriel : « Consultation n°8077 - Demande de RDV pour visite ».

Il est précisé :

- Que les prises de vue sur le site sont interdites
- Qu'aucune réponse d'ordre technique ne sera apportée directement aux questions posées à l'occasion de ces visites.

2.18 ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Sans objet.

2.19 ACTION D'INSERTION PAR LA FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DES JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE

Sans objet.

2.20 CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE

Pour promouvoir la reconversion des militaires blessés, le représentant du pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'[article L.2112-2 du code de la commande publique](#), en incluant dans le CCAP de la présente consultation, une clause sociale obligatoire, constitutive d'une condition d'exécution.

Pour l'exécution de cette clause, l'entreprise titulaire doit obligatoirement assurer l'accueil en stage d'un ou de plusieurs militaires blessés, pour une durée d'un à trois mois, en accord avec Défense mobilité et l'acheteur. S'ils le souhaitent, les titulaires peuvent dépasser cette durée.

2.21 CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE)

Sans objet.

3 MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 RECEVABILITE ADMINISTRATIVE

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) fera procéder à l'ouverture des plis.

Les offres :

- Parvenant après la date et l'heure limites fixées dans la lettre de consultation (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- Ou non rédigées en langue française ou non accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par une traduction assermentée,

seront rejetées sans jugement sur le fond. Les candidats concernés seront informés de la décision et du/des motifs du rejet par courrier.

3.2 APPRECIATION DES CANDIDATURES

En fonction de l'analyse des dossiers reçus, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser les offres des soumissionnaires avant leur candidature.

Dans tous les cas, la(es) candidature(s) sera(ont) appréciée(s) sur la base des renseignements et documents demandés, en tenant compte de la situation juridique des opérateurs économiques ainsi que de leurs garanties et capacités techniques et financières.

Lors de l'analyse des candidatures, seront éliminés :

- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment complétés et signés.
- Les candidats ne présentant pas les compétences techniques nécessaires.
- Les candidats qui n'auraient pas les capacités professionnelles et financières suffisantes.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Toutefois, en application de l'[article R. 2344-1 du Code de la commande publique](#), le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander des compléments au dossier de candidature. Les compléments devront être fournis dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la demande. Après vérification de la complétude des dossiers de candidature et de leur analyse, le RPA sélectionnera les candidatures retenues.

La(es) candidature(s) ne présentant pas les garanties et capacités juridiques, techniques et financières sera(ont) rejetée(s). Dans le cas où l'analyse des offres précéderait celle des candidatures, la candidature du soumissionnaire suivant au classement des offres sera alors étudiée.

3.3 APPRECIATION DES OFFRES

3.3.1 CRITERES ELIMINATOIRES

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Seront considérées comme irrégulières :

- Les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés au [paragraphe 4.2](#) ci-dessous
- Les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments ;
- Les offres ne répondant pas à la totalité des exigences.

Les offres inappropriées sont éliminées avant démarrage de la négociation conformément à l'[article R. 2352-1 du Code de la commande publique](#).

Les offres irrégulières et inacceptables sont éliminées au terme des négociations conformément à l'[article R. 2352-1 du Code de la commande publique](#).

3.3.2 CRITERES DE SELECTION DES OFFRES - PONDERATION

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Critère n°1 en %	Critère n°2 en %
PRIX	VALEUR TECHNIQUE
60	40

⇒ Critère n°1 : Prix

Il est précisé que le critère "Prix" est apprécié sur la base du montant inscrit à l'EPF/BPU/DE (document contractuel) joint.

Le montant contractuel du marché comprend donc l'ensemble des lignes de l'EPF/BPU/DE.

⇒ Critère n°2 : Valeur technique de l'offre

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au [paragraphe 3.3.3. Méthodologie d'attribution des notes - B](#) du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

3.3.3 METHODOLOGIE D'ATTRIBUTION DES NOTES

A – Note « Prix » :

L'évaluation du prix se fera par la méthode suivante :

$$\text{Note (prix)} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre examinée}) \times 60$$

B – Note « Valeur technique » :

⇒ L'évaluation de la valeur technique se fera par la méthode suivante :

La valeur technique du soumissionnaire sera appréciée selon un nombre de points attribués, avec un maximum de 40 points, à partir du document suivant : un mémoire technique bâti sur des éléments propres aux soumissionnaires et détaillés conformément aux chapitres indiqués dans le tableau ci-dessous.

Le mémoire technique sera scindé en cinq (5) chapitres :

Chapitre du mémoire technique	Eléments évalués	Répartition des points
Chapitre 1	Mesures de gestion environnementale et dispositifs mis en place pour l'exécution du marché public : batardeau, étanchéité sol, récupération eaux de carénage, récupération des déchets.	5
Chapitre 2	Plan de management de chantier avec sous-traitants définis (DC4) et noms des responsables	5
Chapitre 3	Présentation plan d'échouage, stabilité du BP3 échoué en bassin	10
Chapitre 4	Présentation d'un planning de réalisation avec identification du chemin critique (délais de fourniture compris)	10
Chapitre 5	Présentation des moyens d'accès aux différentes zones du BP3 à traiter en tenant compte de la disposition du bassin 2	10
Nombre de points total		/40

⇒ Attribution de la note « valeur technique »

$$\text{Note (valeur technique)} = (\text{nombre de points de l'offre technique évaluée} / \text{nombre de points de l'offre technique la meilleure}) \times 40$$

C – Note globale du candidat :

Le calcul de la note finale prise en compte pour le jugement se fera par la méthode suivante :

$$\text{Note (finale soumissionnaire)} = \text{Note (prix)} + \text{Note (valeur technique)}$$

3.4 RECTIFICATION DE LA DECOMPOSITION DE PRIX

En cas de contradiction dans l'offre d'un candidat :

- Les indications de prix portés dans l'État des Prix Forfaitaires (EPF), Bordereau des Prix Unitaires (BPU), Détail Estimatif (DE) prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre ;
- Les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans l'EPF/BPU/DE seront rectifiées ;
- C'est le montant de l'EPF/BPU/DE ainsi corrigé qui sera pris en considération lors du classement des offres.

3.5 CLASSEMENT DES OFFRES

L'examen des offres par le RPA donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut.

3.6 NEGOCIATION DES OFFRES

Le présent marché pourra être négocié.

Le Pouvoir Adjudicateur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales. Il peut toutefois attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation qui deviennent alors des offres finales.

En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs étapes.

La négociation ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché, telles que, notamment, son objet ou les critères de sélection des offres.

La négociation pourra cependant porter sur :

- Le prix ou ses éléments : par exemple, le coût d'acquisition, le coût de stockage ou de transformation, le prix des accessoires, des pièces de rechange, des garanties, de l'entretien, du transport, etc. ;
- La quantité : la quantité nécessaire, la fréquence des commandes, la structure des remises accordées, etc. ;
- La qualité : la qualité, suffisante ou, au contraire, surestimée au regard des besoins, son incidence sur le prix, si le niveau de qualité demandé est modifié à la hausse ou à la baisse ;
- Le délai : l'incidence sur le prix des exigences en terme de délai, la part du transport et des formalités diverses, etc. ;

3.7 ATTRIBUTION DES OFFRES

Un ordre de classement des offres sera établi. Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position se verra attribuer le marché.

Le candidat dont l'offre a été retenue ne pourra se voir attribuer le marché qu'à la condition qu'il transmette, dans les délais impartis par la personne publique, les pièces demandées aux [articles R. 2343-8 à R. 2343-10, R. 2343-19 et R. 2344-6 à R. 2344-8 du Code de la commande publique](#). S'il ne satisfait pas à la présente obligation, le RPA écartera définitivement l'offre de ce candidat qui sera éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en deuxième position sera sollicité par le RPA. Ce candidat sera soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre par le biais de la messagerie de la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE).

4 CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES

Le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de l'offre.

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

4.1 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra comporter tous les renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures dans l'AAPC cité au paragraphe 2.1.

Situation juridique – références requises :

- DC1 ;
- DC2.
- Extrait Kbis,
- Attestation de pouvoir de la personne signataire du marché et habilitée à engager la société ;

Capacités économiques et financières - références requises :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

Références professionnelles et capacités techniques - références requises :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Indication des titres d'études et professionnels des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Certificats de qualifications professionnelles :
 - Habilitations électriques BT ;
 - ACQPA, FROSIO ;
 - Agent certifié niveau 3 pour les mesures non destructives conformément à l'ISO 9712 (mars 2022).

Le pouvoir adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de la garantie de la qualité produite par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés

Une Fiche d'autocontrôle est fournie en [annexe n°3](#)

4.1.1. CANDIDATURE SIMPLIFIEE

Pour les candidats éligibles, l'acheteur met en œuvre le dispositif « marché public simplifié » (MPS). Ce dispositif présente les caractéristiques suivantes :

- La réponse électronique est obligatoire pour l'ensemble des candidats ;
- La possibilité de déposer sa candidature sur la base d'un formulaire de candidature simplifiée.

Ce formulaire pré-rempli est complété par le candidat lors du dépôt de sa candidature sur PLACE.

Les candidats éligibles sont les candidats se présentant seuls, en cotraitance, ou avec sous-traitant disposant d'un numéro de SIRET.

Les candidats non éligibles (candidat ne disposant pas d'un numéro SIRET) déposent leur candidature selon les modalités hors déclaration simplifiée.

Les candidats éligibles qui ne souhaitent pas déposer de candidature simplifiée, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET et les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée.

4.1.2. CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME

En remplacement des formulaires DC1 et DC2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 et disponible sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

4.1.3. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Ainsi, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public est dispensé de transmettre ses attestations fiscales et sociales à condition que l'acheteur puisse accéder à ces informations.

4.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE

Il est précisé qu'aucune modification ou réserve ne doit être apposée sur les documents proposés par l'administration, sous peine d'entraîner le rejet de l'offre. Le cas échéant, les candidats formuleront leurs observations sur un document distinct sans que ces observations puissent remettre en cause les documents de la consultation. L'éventuelle acceptation de ses propositions sera prise en compte par une modification des documents de la consultation dans le cas d'une procédure négociée.

A l'appui de son offre, le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

4.2.1 PROJET DE MARCHE :

Le projet de marché comprend :

- Un Acte d'Engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.

Cet Acte d'Engagement devra être accompagné de :

- L'annexe RIB : à compléter et RIB à joindre
- Les annexes de prix jointe et à compléter : État des Prix Forfaitaires / Bordereau des Prix Unitaires / Détail Estimatif ci-joint **à compléter dans le fichier EXCEL et à intégrer à l'AE au format PDF.**
- Eventuellement des demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (DC4). Pour les sous-traitants désignés au marché, chaque candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à [l'article B4 de l'Acte d'Engagement](#).

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)¹, cahier joint à accepter sans aucune modification et ses annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)¹, cahiers ci-joints à accepter sans aucune modification.

¹ Dans l'hypothèse, où le document ne serait pas joint à l'offre du candidat, il sera considéré que ce dernier l'a accepté. Lors de la notification, ce sont ces documents qui seront transmis au titulaire à jour de leurs éventuelles mises au point.

4.2.2 AUTRES PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE :

- Un mémoire technique comprenant obligatoirement :
 - Les éléments demandés au titre de l'[article 3.3.3.B](#) du présent règlement de consultation ;
 - Tout document complémentaire jugé utile par le soumissionnaire et permettant de préciser son offre.
- Une copie du certificat de visite dûment signé par le représentant de la personne publique.

Pour rappel, le mémoire technique est un document qui présente l'offre technique du soumissionnaire répondant à un ensemble des exigences des CCAP et CCTP. Les réponses devront concerner spécifiquement le présent marché et ne sauraient rester génériques ou générales. Les documents d'ordre général ne concernant pas directement le présent marché seront consultés à titre informatif mais ne seront pas pris en compte dans la notation de la valeur technique de l'offre.

L'ensemble des documents à remettre est récapitulé dans l'[annexe n°4](#).

5 MODALITES DE REMISE DES PLIS

5.1 DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront parvenir à l'ESID de Brest et sur PLACE avant le :

Voir la lettre de consultation

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés (quel que soit le mode d'acheminement choisi par le candidat)

5.2 ECHANGES DURANT LA PROCEDURE

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent exclusivement par voie électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront fois pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr.

Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur via PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en repérant chaque question par un numéro d'ordre, et en précisant si nécessaire la nature du document, le chapitre, le n° de page... du texte concerné, **au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de réception des offres**. Les réponses aux questions seront adressées aux soumissionnaires en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des offres.

Les questions et les réponses de la personne publique, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. Les soumissionnaires souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

5.3 MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard **dix (10) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à **trois (3) jours ouvrés**.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

5.5 MODALITE DE REMISE DES PLIS

Les opérateurs économiques devront :

- D'une part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr
- D'autre part, dans le cas où ils seraient retenus comme titulaire du marché, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'[arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique accessible sur le site legifrance.gouv.fr.

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr.

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

L'Acte d'Engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE.

Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse.

Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

Nota 1 : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

ATTENTION : Suite au changement d'environnement PLACE, l'adresse d'envoi des messages PLACE est modifiée : il est donc impératif d'autoriser l'adresse « nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr » dans les filtres des anti-spams (au lieu de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr »

Nota 2 : Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique signé, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE).

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 mentionné supra.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des offres doivent être choisis dans un format largement disponible : Word, Excel, PowerPoint, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; **l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.**

En cas de difficultés rencontrées sur la Plateforme, des informations complémentaires figurent en [annexe n°1](#) du présent document.

5.6 COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple, les aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne sera pas utilisé. La copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature (ou l'offre) qui fait foi, au détriment du pli arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Ces documents seront :

- Soit envoyés par la poste en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse indiquée ci-après :

ESID de Brest

Service Achats d'infrastructure – BAM

BCRM de Brest – CC 16

29 240 Brest Cedex 09

- Soit remis par transporteur ou contre récépissé tous les jours ouvrés en se présentant à l'adresse suivante :

ESID de Brest – BAM/SSA

Porte de Mesdoun

15 bis Avenue de l'école navale

29 200 Brest

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents et renseignements cités au [paragraphe 4](#) ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

**NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVERGARDE**

"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"

BCRM de Brest
ESID de Brest – SAI – BAM
CC 16
29240 BREST Cedex 09

Objet du marché :

Base Navale de Brest – Carénage du bateau porte n°3 : Travaux
Consultation n° 8077

Nom et adresse du candidat :

5.7 ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre dans les cas suivants :

- Offre électronique contenant un virus et pas de copie de sauvegarde transmise,
- Offre électronique et copie de sauvegarde contenant un virus.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

ANNEXES

Annexe 1 : Assistance pour la PLateforme des AChats de l'Etat

Annexe 2 : Certificat de visite

Annexe 3 : Fiche d'autocontrôle

Annexe 4 : Synthèse des documents attendus